



Les autorités ont interdit samedi "l'exode massif" des populations du Sud-ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun en crise, après que des "centaines de familles" de ces régions ont décidé de les fuir, à trois semaines de l'élection présidentielle.

« Les prescriptions du gouverneur (Bernard Okalia Bilaï, du Sud-Ouest) ont été claires: les voyages sont autorisés, mais les déménagements et exode massif des populations sont interdits », a rapporté samedi la Cameroon Radio Television (CRTV, radio d'Etat).

Des « centaines de familles sont en train de fuir le Sud-Ouest pour des régions +plus sûres+, il y a une atmosphère de peur », a indiqué à l'AFP samedi un travailleur humanitaire à Buea, la capitale régionale du Sud-Ouest.

Depuis quelques jours, des départs massifs de populations sont enregistrés dans les deux régions anglophones. A l'approche de l'élection présidentielle prévue le 7 octobre, les habitants redoutent une intensification des combats, déjà devenus quasi quotidiens entre l'armée et les séparatistes.

Ces derniers, qui ne reconnaissent plus l'autorité étatique de Yaoundé et plaident pour un Etat anglophone camerounais indépendant, ont affirmé que l'élection ne se tiendrait pas en zone

anglophone.

Samedi, le gouverneur Okalia Bilaï s'est rendu dans l'une des gares routière de Buea d'où les populations fuient, parfois avec matelas et lits, vers Douala (Sud) ou les régions de l'Ouest ou du Centre.

Des « rumeurs (...) circulent que les forces de défense et de sécurité vont lancer l'assaut. Elles ne lancent pas l'assaut », a expliqué le gouverneur à la CRTV, déclarant que « c'est plutôt les terroristes (combattants séparatistes anglophones) qui veulent lancer l'assaut et les forces de sécurité sont là pour casser cet assaut ».

M. Okalia Bilaï a encore appelé les populations à « rester chez elles » et à collaborer « avec les forces de sécurité ».

Enfants déjà inscrits à l'école

« Les parents et les enfants sont en train de partir alors que beaucoup sont déjà inscrits dans les écoles », a-t-il regretté sur la CRTV.

Depuis la rentrée du 3 septembre, plusieurs établissements ont été pris pour cible, le gouvernement en imputant la responsabilité aux combattants séparatistes.

A mesure que le scrutin approche, la situation sécuritaire dégénère chaque jour un peu plus dans les régions anglophones: mardi, Buea a été le théâtre d'affrontements entre séparatistes et forces de sécurité.

Au Cameroun anglophone, 109 membres des forces de l'ordre et de sécurité ont été tués depuis le début du conflit armé fin 2017, selon le gouvernement. Plusieurs centaines de civils auraient perdu la vie dans ce conflit, selon des ONG.

AFP
